

## COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

# Déjà au bord du gouffre, est-ce que les politiciens américains feront un pas en avant?

Par Francis Généreux, économiste principal

La question du plafond légal de la dette fédérale américaine hante encore la conjoncture américaine et mondiale. Comme nous avons discuté dans un précédent [Commentaire hebdomadaire](#), l'encours de la dette a rejoint le 19 janvier dernier son plafond légal relevé la dernière fois en décembre 2021. Depuis, le Trésor américain utilise certaines mesures spéciales afin de permettre au gouvernement fédéral américain de fonctionner sans gonfler la dette.

Jusqu'à assez récemment, la plupart des estimations indiquaient que le Trésor pouvait continuer d'utiliser ces mesures spéciales jusqu'à cet été. C'était avant que l'on se rende compte que les entrées fiscales ont été plus faibles que prévu en avril (la date limite pour transmettre au fisc américain les déclarations de revenus de 2022 et acquitter les sommes dues était le 18 avril 2023). Le 1<sup>er</sup> mai, la secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, a averti les leaders du Congrès : « Après avoir examiné les récentes recettes fiscales fédérales, notre meilleure estimation est que nous ne serons pas en mesure de continuer à satisfaire l'ensemble des obligations du gouvernement d'ici le début juin, et potentiellement dès le premier juin, si le Congrès n'augmente pas ou ne suspend pas le plafond de la dette avant cette date. » Le Congressional Budget Office, l'organisme non partisan qui effectue les analyses budgétaires pour le Congrès, en est venu à la même conclusion : « Étant donné que les recettes fiscales jusqu'en avril ont été inférieures à ce que le CBO avait prévu en février, nous estimons maintenant qu'il existe un risque nettement plus élevé que le Trésor soit à court de fonds au début de juin. »

Alors que l'on pouvait penser que les membres du Congrès et la Maison-Blanche auraient encore quelques mois pour dénouer l'impasse, il ne reste plus que quelques semaines. De plus, le temps restant pour conclure une entente est limité par les

voyages à l'étranger prévus pour le président Biden et par la pause parlementaire autour du Memorial Day.

Les discussions afin d'arriver à une entente permettant de relever le plafond légal de la dette n'ont pas été très fructueuses jusqu'à maintenant. La position officielle des démocrates prône un relèvement sans condition du plafond, alors que les républicains exigent des conditions budgétaires majeures. La Chambre des représentants, à majorité républicaine, a d'ailleurs adopté le 26 avril un projet de loi en ce sens, le *Limit, Save, Grow Act of 2023*. Celui-ci propose l'augmentation de 1 500 G\$ US, ou jusqu'au 31 mars 2024, du plafond de la dette en échange d'une réduction des dépenses discrétionnaires fédérales au niveau de l'exercice 2022, d'une croissance limitée à 1 % de ces dépenses par la suite, de l'imposition de nouvelles exigences de travail pour les bénéficiaires adultes des programmes sociaux fédéraux et de l'abandon de programmes proposés par le président Biden (incitatifs fiscaux liés à la transition énergétique, dette étudiante, financement de l'agence de revenu...). Selon le CBO, ce projet diminuerait le déficit prévu durant l'exercice 2023 de 415,4 G\$ US, pour une baisse totale du déficit de 4 804,3 G\$ US d'ici 2033. Ce serait un revirement majeur de politique budgétaire par rapport à ce qui a été mis en place ou ce qui est souhaité par l'administration Biden. Le projet républicain ne sera sans doute pas accepté par la majorité démocrate du Sénat et le président a déjà déclaré qu'il y mettrait un veto si ce projet de loi parvient tout de même au Bureau ovale.

Une rencontre a eu lieu mardi dernier entre le président Biden et les leaders républicains et démocrates du Congrès. Rien de concret n'est sorti de ces nouveaux pourparlers, mais on sent que les positions deviennent un peu plus flexibles, bien qu'elles demeurent pour le moment difficilement conciliables. Des compromis encore restreints se dessinent du côté des budgets

### TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller .....	3	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

adoptés et non dépensés en lien avec la pandémie ainsi que d'une accélération des autorisations des projets d'exploitation énergétique. Le président a indiqué avoir dit aux leaders du Congrès qu'il était prêt à commencer des discussions parallèles à propos de son budget.

Outre ces minces efforts bipartisans, des options se dessinent. Autour du président, on parle de plus en plus d'une évocation du XIV<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine (énonçant l'interdiction de remettre en question la validité de la dette publique) afin de contester, voire de passer outre au plafond légal de la dette. Les démocrates de la Chambre des représentants pourraient aussi utiliser une rare procédure parlementaire afin de faire adopter un projet de loi sans l'aval du président de la Chambre (mais avec l'appui d'au moins cinq représentants républicains pour obtenir la majorité requise de 218). Les chances qu'une telle mesure réussisse sont minimes.

Il y a évidemment aussi la possibilité de repousser l'échéance en suspendant le plafond légal pour quelques mois afin de se donner du temps pour négocier une entente plus substantielle. Cela est pour le moment écarté à la fois par le président et par les républicains du Congrès. L'approche de la date fatidique pourrait cependant les faire changer d'avis, surtout si les marchés financiers et la confiance des agents économiques se montrent de plus en plus ébranlés.

Il est d'ailleurs évident que l'incertitude entourant le plafond de la dette et l'approche du mois de juin accablent les investisseurs. On remarque certaines distorsions sur le marché des titres fédéraux américains. Les échéances des bons du Trésor de très court terme, soit celles qui pourraient être affectées par un hypothétique défaut de paiement, réagissent fortement aux différentes nouvelles entourant les négociations politiques. On note aussi un bond des prix des *Credit Default Swap*, une représentation du coût pour s'assurer contre un éventuel défaut de paiement. Ce coût surpasse maintenant les épisodes passés d'impasse politique liée au plafond de la dette (graphique). La situation rappelle les tentatives du Congrès de mettre en place un

programme de sauvetage du secteur bancaire à l'automne 2008. Un premier échec avait fait chuter les Bourses assez fortement pour inciter les membres du Congrès à finalement adopter les mesures demandées par l'administration Bush.

Juste être sur le bord du gouffre et prendre le risque d'y tomber semble donc avoir un coût financier, mais aussi économique. Le Council of Economic Advisers de la Maison-Blanche a publié au début de mai une analyse soulignant les effets sur l'activité économique de différents scénarios liés au plafond de la dette. Simplement s'approcher trop près d'un défaut, sans y arriver, provoquerait assez d'incertitude pour amoindrir de 0,3 % la croissance annualisée du PIB réel et diminuer de 200 000 le nombre d'emplois au troisième trimestre de 2023. Un très court défaut doublerait ces effets. Un défaut prolongé, soit le pire scénario, provoquerait une véritable crise économique et financière, avec plus de 8 000 000 d'emplois perdus et une chute de 6,1 % du PIB réel. Un tel scénario aurait des répercussions économiques significatives, au Canada comme ailleurs.

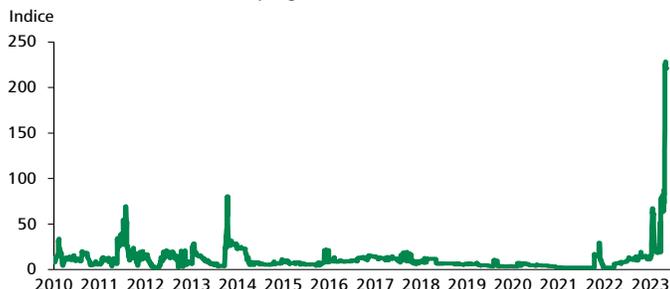
Il faut évidemment espérer que la situation ne se rende pas là. La probabilité d'un réel défaut reste faible, mais elle n'est pas de zéro. Heureusement, les équipes du président Biden et des leaders du Congrès continuent de discuter. Un compromis pourrait donc être obtenu. L'échéance pourrait être repoussée. Le Trésor pourrait aussi trouver des solutions ou même prioriser ses dépenses afin d'éviter un défaut financier.

Cela dit, l'ardeur partisane des politiciens américains a mené les États-Unis ainsi que la conjoncture économique et financière mondiale au bord de ce précipice. Il reste à voir si les prochains pas se feront vers l'arrière ou vers l'avant.

## GRAPHIQUE

### Les inquiétudes augmentent : le coût pour s'assurer contre un défaut du gouvernement américain a bondi

*Credit Default Swap – gouvernement des États-Unis – six mois*



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

## À surveiller

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Tiago Figueiredo, associé – stratégie macroéconomique, Marc Desormeaux, économiste principal, Francis Généreux, économiste principal, Marc-Antoine Dumont, économiste et Maëlle Boulais-Préseault, économiste

### MARDI 16 mai - 8:30

Avril	m/m
Consensus	0,7 %
Desjardins	2,0 %
Mars	<b>-1,0 %</b>

### MARDI 16 mai - 9:15

Avril	m/m
Consensus	0,3 %
Desjardins	-0,2 %
Mars	<b>0,4 %</b>

### MERCREDI 17 mai - 8:30

Avril	taux ann.
Consensus	1 400 000
Desjardins	1 380 000
Mars	<b>1 420 000</b>

### JEUDI 18 mai - 10:00

Avril	m/m
Consensus	-0,5 %
Desjardins	-0,7 %
Mars	<b>-1,2 %</b>

### JEUDI 18 mai - 10:00

Avril	taux ann.
Consensus	4 300 000
Desjardins	4 200 000
Mars	<b>4 440 000</b>

## ÉTATS-UNIS

**Ventes au détail (avril)** – Les ventes au détail ont subi deux mois de baisses consécutives en février (-0,7 %) et en mars (-0,6 %), mais cela fait suite au bond de 2,8 % enregistré en janvier. On s’attend d’ailleurs à une autre bonne croissance des ventes pour le mois d’avril. On sait déjà que le nombre de véhicules neufs vendus a augmenté de 7,2 % le mois dernier. À cela s’ajoute la hausse des prix de l’essence, qui devrait gonfler la valeur des ventes auprès des stations-service. Excluant les automobiles et l’essence, les données préliminaires sur les transactions par carte sont plutôt positives, notamment du côté des meubles, des vêtements et de la restauration. Somme toute, on prévoit un gain de 2,0 % des ventes au détail totales et une hausse de 1,6 % des ventes excluant les automobiles et l’essence.

**Production industrielle (avril)** – Après trois mois consécutifs de baisse à l’automne 2022, la production industrielle a enregistré trois mois de hausses de janvier à mars 2023. On s’attend cependant à une légère décroissance de la production industrielle au mois d’avril. Un ressac de la production d’énergie devrait se manifester après le très fort bond de 8,4 % du mois de mars. On prévoit une baisse du côté du secteur minier. La situation du secteur manufacturier est moins claire. D’un côté, les heures travaillées au sein de l’industrie automobile pointent vers une hausse notable de la production en avril. D’un autre côté, le reste de la fabrication ne semble pas avoir connu le même élan. On s’attend tout de même à une hausse de 0,2 % de la fabrication. Somme toute, une baisse de 0,2 % de la production industrielle est prévue.

**Mises en chantier (avril)** – Les nouvelles constructions résidentielles ont subi une baisse de 0,8 % en mars après avoir enregistré en février la plus forte hausse mensuelle depuis mars 2021. On s’attend à une nouvelle diminution des mises en chantier en avril. Le recul de 7,7 % des permis de bâtir en mars suggère des mises en chantier plus basses. Il s’est aussi perdu un total de 5 900 emplois dans la construction résidentielle depuis trois mois. Cela dit, la tendance positive récente des ventes de maisons individuelles neuves signale un certain soutien des mises en chantier. On prévoit tout de même que les mises en chantier passeront sous les 1 400 000 unités.

**Indicateur avancé (avril)** – L’indicateur avancé a subi en mars sa 13<sup>e</sup> baisse mensuelle consécutive. De plus, le recul mensuel de 1,2 % était le pire depuis mars 2009 si l’on exclut les premiers mois de la pandémie. Les résultats d’avril devraient aussi se montrer négatifs. Les principales ponctions proviendront de la confiance des consommateurs, de l’indice ISM et de l’écart des taux d’intérêt. Cela sera en partie contrebalancé par la hausse de la Bourse qui a eu lieu au cours du mois dernier. On prévoit une baisse de 0,7 % de l’indicateur avancé.

**Ventes des propriétés existantes (avril)** – La revente de maisons a diminué de 2,4 % en mars après un fort bond de 13,8 % en février. On s’attend à une nouvelle baisse des ventes en avril. La baisse de 5,2 % des ventes en suspens, la pire depuis septembre 2022, pointe en ce sens. Les données régionales préliminaires sur la revente de maisons montrent une variation annuelle très négative qui serait compatible avec une nouvelle baisse mensuelle des ventes. On prévoit que les ventes de propriétés existantes passeront à 4 200 000 unités.

**CANADA**
**LUNDI 15 mai - 8:15**

<b>Avril</b>	<b>taux ann.</b>
Consensus	nd
Desjardins	200 000
<b>Mars</b>	<b>213 900</b>

**Mises en chantier (avril)** – Les mises en chantier devraient avoir ralenti pour atteindre environ 200 000 unités en avril. Les effets du ralentissement des ventes de propriétés existantes continuent de peser sur les préventes et les nouvelles constructions. Les coûts de construction et les taux d'intérêt élevés freinent également les projets. Les permis de bâtir résidentiels ont aussi continué de baisser, bien qu'on ait observé une certaine variabilité.

**LUNDI 15 mai - 9:00**

<b>Avril</b>	<b>m/m</b>
Consensus	nd
Desjardins	10,9 %
<b>Mars</b>	<b>1,4 %</b>

**Ventes de propriétés existantes (avril)** – Correction immobilière? Quelle correction immobilière? Les ménages canadiens risquent de se poser la question à la lumière des données sur les ventes de propriétés existantes publiées en avril. Le Toronto Regional Real Estate Board a fait état d'une progression mensuelle de 27 % (désaisonnalisée) des ventes de propriétés existantes en avril. Des données similaires pourraient être publiées dans les grands centres comme Mississauga et Vancouver, et d'autres petites villes pourraient également avoir enregistré de bons résultats. On s'attend donc à ce que les ventes de propriétés existantes aient connu une progression supérieure à 10 % en avril, une cinquième hausse en sept mois.

**MARDI 16 mai - 8:30**

<b>Avril</b>	<b>m/m</b>
Consensus	nd
Desjardins	0,3 %
<b>Mars</b>	<b>0,5 %</b>

**Indice des prix à la consommation (avril)** – L'inflation globale a probablement reculé pour un septième mois consécutif en avril pour s'établir à 4,0 % sur une base annuelle. Il s'agirait du rythme le plus lent depuis la mi-2021. Une partie de ce résultat s'explique toutefois par le fait que le calcul se base sur les 12 derniers mois et ne tient donc pas seulement compte de l'importante progression enregistrée lors du mois précédent. En avril, la fin de la subvention sur l'électricité en Alberta et l'augmentation des taxes sur le carbone risquent d'exercer une pression à la hausse sur les prix de l'énergie. Si l'on exclut les aliments et l'énergie, l'inflation a probablement continué de dépasser les 4 %. Par contre, la hausse des taxes sur l'alcool a probablement entraîné une croissance des prix plus forte qu'elle ne l'aurait été autrement. Les deux mesures de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada (BdC) continueront d'être surveillées de près, leurs taux annualisés sur trois mois avoisinant obstinément les 3,5 %. Cela dit, la barre semble haute pour que ces mesures s'accélèrent. Toute évolution vers la cible de 2 % contribuera à rassurer les dirigeants de la BdC quant à leur politique actuelle.

**MARDI 16 mai - 8:30**

<b>Mars</b>	<b>m/m</b>
Consensus	nd
Desjardins	0,3 %
<b>Février</b>	<b>-3,6 %</b>

**Ventes du secteur de la fabrication (mars)** – Après une baisse en février, les ventes du secteur de la fabrication au Canada devraient avoir augmenté de 0,3 % en mars. Ce gain semble être attribuable aux volumes, puisque les prix sont demeurés plutôt stables au cours du mois. L'augmentation du volume des ventes est probablement attribuable à l'industrie du transport. Les exportations d'aéronefs et autres matériel et pièces de transport ont augmenté en mars, ce qui laisse présager une progression des ventes dans ce secteur. Malgré tout, notre prévision d'une hausse de 0,3 % des ventes manufacturières est inférieure au résultat provisoire de 0,7 % évoqué par Statistique Canada.

 **VENDREDI 19 mai - 8:30**

<b>Mars</b>	<b>m/m</b>
Consensus	nd
Desjardins	-0,9 %
<b>Février</b>	<b>-0,2 %</b>

**Ventes au détail (mars)** – Les ventes au détail devraient avoir diminué pour un deuxième mois consécutif en mars. Bien que notre prévision d'une baisse de 0,9 % soit un peu moins prononcée que le résultat provisoire de Statistique Canada, lequel indique un recul de 1,4 %, il s'agira d'un autre maigre résultat pour les ventes au détail, qui n'ont pas connu de croissance constante depuis le début de 2022. Une diminution des ventes d'automobiles devrait être derrière ce déclin. En excluant les véhicules automobiles, les ventes au détail devraient être demeurées stables en mars, tandis que les ventes au détail de base devraient avoir augmenté. Il semble donc que la faiblesse des ventes globales au cours du mois ait été concentrée dans l'industrie de l'automobile.

LUNDI 15 mai - 22:00

MARDI 16 mai - 19:50

**T1 2023**

Consensus

**T4 2022****t/t**

0,2 %

**0,0 %****OUTRE-MER**

**Chine : production industrielle et ventes au détail (avril)** – Les variations annuelles de la production industrielle et des ventes au détail au cours des premiers mois de 2023 ont donné une bonne idée de l'ampleur du rebond postpandémique de l'activité économique. De très fortes croissances de ces indices sont prévues pour le mois d'avril, mais ces gains seront surtout le reflet d'une comparaison très avantageuse avec le printemps de 2022, où de nombreuses fermetures de villes sévissaient.

**Japon : PIB réel (premier trimestre)** – Le Japon n'a pas connu deux trimestres consécutifs de croissance de son PIB réel depuis la fin de 2020. Ainsi, après une baisse non annualisée de 0,3 % à l'été 2023, l'économie nipponne a stagné (0,0 %) à la fin de l'année dernière. Une légère hausse est cependant attendue par le consensus pour le premier trimestre de 2023.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 15 au 19 mai 2023

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
<b>LUNDI 15</b>	8:30	Indice Empire manufacturier	Mai	-1,5	-10,0	10,8
	9:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Minneapolis, N. Kashkari				
<b>MARDI 16</b>	8:15	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, L. Mester				
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Avril	0,7 %	2,0 %	-1,0 %
		Excluant automobiles (m/m)	Avril	0,34 %	1,6 %	-0,8 %
	9:15	Production industrielle (m/m)	Avril	0,3 %	-0,2 %	0,4 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Avril	79,7 %	79,6 %	79,8 %
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Mars	0,0 %	0,0 %	0,2 %
	10:00	Témoignage d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr, devant un comité de la Chambre des représentants				
	12:15	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	19:00	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic et du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
<b>MERCREDI 17</b>	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Avril	1 400 000	1 380 000	1 420 000
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Avril	1 440 000	1 400 000	1 413 000
<b>JEUDI 18</b>	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	8-12 Mai	nd	259 000	264 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Mai	-18,0	-15,0	-31,3
	9:05	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
	9:30	Témoignage d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr, devant un comité du Sénat				
	10:00	Indicateur avancé (m/m)	Avril	-0,5 %	-0,7 %	-1,2 %
	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Mars	4 300 000	4 200 000	4 440 000
<b>VENDREDI 19</b>	8:45	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	11:00	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
<b>CANADA</b>						
<b>LUNDI 15</b>	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Avril	nd	200 000	213 900
	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Mars	nd	-0,4 %	-1,7 %
	9:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Avril	nd	10,9 %	1,4 %
<b>MARDI 16</b>	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Avril	nd	0,3 %	0,5 %
		Total (a/a)	Avril	nd	4,0 %	4,3 %
8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Mars	nd	0,3 %	-3,6 %	
<b>MERCREDI 17</b>	---	---				
<b>JEUDI 18</b>	10:00	Publication de la Revue du système financier de la Banque du Canada				
	11:00	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem et de la première sous-gouverneure, C. Rogers				
<b>VENDREDI 19</b>	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Mars	nd	-0,9 %	-0,2 %
		Excluant automobiles (m/m)	Mars	nd	0,0 %	-0,7 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 15 au 19 mai 2023

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
<b>OUTRE-MER</b>								
<b>DIMANCHE 14</b>								
Japon	19:50	Indice des prix à la production	Avril	0,0 %	5,6 %	0,0 %	7,2 %	
<b>LUNDI 15</b>								
Zone euro	5:00	Production industrielle	Mars	-2,6 %	0,2 %	1,5 %	2,0 %	
Chine	22:00	Production industrielle	Avril		10,8 %		3,9 %	
Chine	22:00	Ventes au détail	Avril		22,0 %		10,6 %	
<b>MARDI 16</b>								
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Mars	3,8 %		3,8 %		
Zone euro	5:00	PIB réel – préliminaire	T1	0,1 %	1,3 %	0,1 %	1,3 %	
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Mars	nd		-0,1		
Zone euro	5:00	Création d'emplois – préliminaire	T1	nd	nd	0,3 %	1,5 %	
Japon	19:50	PIB réel – préliminaire	T1	0,2 %		0,0 %		
<b>MERCREDI 17</b>								
Japon	00:30	Production industrielle – final	Mars	nd	nd	0,8 %	-0,7 %	
Italie	4:00	Balance commerciale (M€)	Mars	nd		-2 108		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Avril	0,7 %	7,0 %	0,7 %	6,9 %	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation courante	Mai	-37,0		-32,5		
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation future	Mai	-5,0		4,1		
Japon	19:50	Balance commerciale (G¥)	Avril	-1 078,6		-1 209,9		
<b>JEUDI 18</b>								
Mexique	15:00	Réunion de la Banque du Mexique	Mai	11,25 %		11,25 %		
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation	Avril		3,5 %		3,2 %	
<b>VENDREDI 19</b>								
Japon	00:30	Indice de l'activité tertiaire	Mars	0,3 %		0,7 %		
Allemagne	2:00	Indice des prix à la production	Avril	-0,5 %	4,3 %	-2,6 %	7,5 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).